

Consultation n° INSERM-ANRS MIE-2025-06

Cahier des clauses particulières (CCP)

**Prestations de réalisation de supports et d'éléments de
communication : rédaction, graphisme, audiovisuelle**

INSERM

ANRS Maladies infectieuses émergentes

DEPARTEMENT DE LA COMMUNICATION

2 rue d'Oradour-sur-Glane

75015, Paris

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	5
ARTICLE 2. CONTEXTE DE L'ACHAT	5
ARTICLE 3. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	5
3.1. Objet	5
3.2. Forme du marché	5
3.3. Allotissement et montant par lot	5
3.4. Durée	6
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5. CONSISTANCE DES PRESTATIONS	7
5.1. Organisation de la prestation	7
5.2. Lot 1 : Rédaction à caractère institutionnel	7
5.3. Lot 2 : Rédaction de dossiers thématiques, d'articles et de brèves à caractère scientifique et technique	10
5.4. Lot 3 : Création de contenu graphique et production de supports de communication	12
5.5. Lot 4 : Production audiovisuelle	16
ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
6.1 <i>Représentant de l'ANRS MIE</i>	20
6.2 <i>Représentant du titulaire</i>	20
6.3 <i>Adresse de livraison</i>	20
6.4 <i>Processus d'exécution des prestations et choix du titulaire</i>	20
6.5 <i>Etapas de la commande</i>	21
6.6 <i>Bons de commande</i>	21
6.7 <i>Délais d'exécution</i>	21
6.8 <i>Délais d'exécution indicatifs pour les lots 1 et 2</i>	21
7 OBLIGATIONS DU titulaire	22
7.1 Obligation de conseil et d'information	22
7.2 Obligation de confidentialité	22
7.3 Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	23
7.4 Obligations réglementaires	23
7.5 Responsabilités du titulaire	24
7.6 Conflit d'intérêt	24
7.7 Recours à l'intelligence artificielle	24
8 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	25
8.1 Opérations de vérification	25
8.2 Décision après vérification	25
8.2.1 <i>Admission</i>	25

8.2.2	<i>Ajournement</i>	25
8.2.3	<i>Réfaction</i>	25
8.2.4	<i>Rejet</i>	26
9	REGIME FINANCIER	26
9.1	Contenu des prix	26
9.2	Forme et Révision du prix.....	26
9.3	Avance.....	26
9.3.1	<i>Principe de versement d'une avance</i>	26
9.3.2	<i>Taux de l'avance</i>	27
9.3.3	<i>Modalités de versement de l'avance</i>	27
9.4	Facturation et paiement.....	27
9.4.1	<i>Acomptes</i>	27
9.4.2	<i>Modalités de facturation</i>	27
9.4.3	<i>Transmission de la facture</i>	28
9.5	Délai de paiement.....	29
9.5.1	<i>Délai de paiement</i>	29
9.5.2	<i>Intérêts moratoires</i>	29
9.6	Ordonnateur de la dépense et comptable assignataire	29
10	MODIFICATIONS	30
10.1	Modification du marché	30
10.2	Modifications mineures relatives au titulaire	30
10.3	Changement de titulaire	30
11	MESURES A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	31
11.1	Mesures à caractère environnemental.....	31
11.2	Mesures à caractère sociale	31
12	PENALITES	32
12.1	Pénalités pour retard	32
12.2	Plafonnement des pénalités.....	32
13	GESTION DES PERSONNES	33
13.1	Autorité hiérarchique	33
13.2	Remplacement	33
14	PROPRIETE INTELLECTUELLE	33
14.1	Au titre du droit de reproduction et d'adaptation graphique	34
14.2	Au titre du droit de traduction	34
14.3	Au titre du droit de reproduction, d'adaptation et de traduction autres que graphiques	34
14.4	Au titre du droit de représentation.....	35
14.5	Incidences des cessions consenties	35

15	SOUS-TRAITANT	35
15.1	Procédure d'agrément.....	35
15.2	Modalités de paiement des sous-traitants	36
16	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	36
17	RESPONSABILITE CIVILE	41
18	RESILIATION.....	41
18.1	Résiliation pour faute	41
18.2	Résiliation pour défaut de réponses aux sollicitations	42
19	DIFFERENDS – LITIGES.....	42
20	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.	42

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

INSERM

ANRS – Maladies Infectieuses Emergentes (ANRS-MIE)
2-10, rue d'Oradour-sur-Glane,
75015 Paris

Représentée par Yazdan Yazdanpanah, Directeur de l'ANRS-MIE.

ARTICLE 2. CONTEXTE DE L'ACHAT

Créée en 1988, l'ANRS – devenue ANRS-MIE (Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales – Maladies Infectieuses Emergentes) - a pour objet l'animation, l'évaluation, la coordination et le financement des programmes de recherche dans le domaine du VIH/sida et des hépatites virales, quel que soit le domaine scientifique concerné (recherche fondamentale, recherche clinique, épidémiologie, sciences humaines et sociales, recherche en santé publique, recherche vaccinale.

Le présent accord-cadre a pour objectif de répondre aux besoins de l'ANRS-MIE en matière de communication éditoriale à caractère institutionnel et scientifique. Cette communication pourra se faire sur différents supports, sous la forme d'articles, de créations graphiques ou audiovisuelles.

ARTICLE 3. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE

3.1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'assistance rédactionnelle, graphique et audiovisuelle pour des supports et des éléments d'information et de communication institutionnelle et scientifique pour les besoins de l'ANRS-MIE.

3.2. FORME DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

3.3. ALLOTISSEMENT ET MONTANT PAR LOT

Le présent marché est alloti en application des dispositions de l'article R.2113-1 du code de la commande publique pour l'ensemble des prestations détaillées à l'article 5 du présent CCP et se décompose en quatre lots comme suit :

1. Un premier lot comprend les prestations de rédaction à caractère institutionnel, ci-après désigné « lot 1 » ;
2. Un deuxième lot comprend les prestations de rédaction d'articles, de portraits et de brèves à caractère scientifique et technique, de dossiers thématiques à caractère scientifique et technique, ci-après désigné « lot 2 » ;

3. Un troisième lot comprend les prestations de création graphique et production mise en page, ci-après désigné « lot 3 » ;
4. Un quatrième lot comprend les prestations de conception et réalisation de vidéos institutionnelles, vidéos de présentations de projets scientifiques capsules d'animation, motion design, ci-après désigné « lot 4 ».

Chaque lot constitue un marché et fait l'objet d'un acte d'engagement particulier.

Le lot 1 est attribué à un nombre maximum de quatre (4) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Le lot 2 est attribué à un nombre maximum de quatre (4) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Le lot 3 est attribué à un nombre maximum de cinq (5) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Le lot 4 est attribué à un nombre maximum de cinq (5) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Les montants maximums des lots du marché sont :

Lots	Montant annuel estimatif (€ HT) (non contractuel)	Montant annuel maximum (€ HT)	Montant total maximum (€ HT)
Lot 1	15 000	37 500	150 000
Lot 2	15 000	37 500	150 000
Lot 3	30 000	75 000	300 000
Lot 4	20 000	50 000	200 000

3.4. DUREE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de la date de sa notification pour une durée de douze (12) mois reconductibles tacitement trois fois, sa durée ne pouvant excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours. Toutefois, en cas de non-reconduction, la personne responsable du marché en informe le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou des marchés négociés tels que prévus à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué, pour chaque lot, par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière, le bordereau des prix ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;

3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;
4. Le mémoire technique du titulaire ;

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 5. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

5.1. ORGANISATION DE LA PRESTATION

Chacune des prestations commandées débutera par l'établissement d'un retroplanning sur lequel le titulaire et l'ANRS MIE se mettront d'accord dans le respect du délai d'exécution défini lors de la sollicitation du titulaire et confirmé dans le bon de commande.

Une réunion d'échange aura lieu entre l'ANRS MIE et le titulaire afin d'apporter toutes les précisions nécessaires à la réalisation de la prestation, et qui permettra d'établir le retroplanning.

Ce rétroplanning doit être soumis à l'approbation de l'ANRS MIE avant le commencement des travaux et servira de référence pour le suivi et la coordination des différentes phases du projet.

Le non-respect du retroplanning établi pourra donner lieu au prononcer de pénalités pour retard conformément aux dispositions de l'article 12.1 du présent CCP.

Chaque prestation commandée comprend :

- les étapes de correction : toute prestation commandée doit inclure 2 A/R de corrections soit l'envoi de 3 versions de la prestation demandée.
- toute recherche bibliographique ou documentaire,
- toute réalisation d'entretien, discussion et interview nécessaire à l'exécution des prestations demandées.

5.2. LOT 1 : REDACTION A CARACTERE INSTITUTIONNEL

Le titulaire rédige le contenu des documents de communication institutionnelle de l'ANRS MIE sur tout support.

Le contenu des documents institutionnel est validé par les interlocuteurs désignés par l'ANRS MIE avant leur livraison.

Les prestations objet du marché sont les suivantes :

1) Rédaction d'un communiqué de presse (2 pages)

Le titulaire rédige un communiqué de presse clair, adapté aux normes journalistiques, pour annoncer un événement, un projet de recherche, une actualité, etc. Le prestataire doit proposer un texte structuré (titre accrocheur, chapeau, corps de texte et contacts), en respectant le ton et les consignes éditoriales fournies. Il doit également intégrer les retours

pour livrer une version finale validée, prête à être diffusée auprès des médias et du public cible.

2) Rédaction d'un dossier de presse (10 à 15 pages)

Pour les dossiers de presse le titulaire mène un travail de recherche documentaire approfondie. Le titulaire doit produire un document clair, informatif et attractif, incluant une introduction synthétique, des fiches thématiques détaillées, des témoignages ou interviews si nécessaire, ainsi que des éléments visuels (graphiques, photos, infographies) pour enrichir le contenu.

Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

3) Rédaction d'articles, interviews

Le titulaire rédige un article ou une interview pour le web, adapté au public cible et optimisé pour le référencement naturel (SEO). Le prestataire doit produire un contenu clair, engageant et structuré, en respectant la ligne éditoriale et les consignes fournies. Cela inclut la recherche d'informations, le contact des personnes à interviewer le cas échéant, la rédaction, la relecture et l'intégration des retours pour livrer un texte finalisé, prêt à être publié.

4) Rédaction d'un discours institutionnel

Le titulaire rédige un discours destiné à un événement officiel, d'une durée approximative de 5 à 10 minutes, adapté au ton et au public visé.

Pour cette prestation, l'unité de facturation est le feuillet, qui correspond à un texte d'environ 1500 signes. Tout feuillet entamé est considéré comme un feuillet entier s'agissant de sa facturation.

5) Rédaction de contenus pour newsletter (brève 1 000 signes max)

La prestation consiste à rédiger une brève pour newsletter, d'un maximum de 1 000 signes, claire, concise et adaptée au public cible. Le prestataire doit créer un contenu accrocheur, informatif et structuré, en respectant la charte éditoriale et les consignes fournies. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture et l'intégration des retours.

6) Rédaction de brochures institutionnelles

Le titulaire rédige le contenu des brochures institutionnelles destinées à présenter les départements, services et instituts thématiques de l'ANRS MIE, à partir des informations fournies par l'ANRS MIE, selon ses consignes éditoriales énoncées par l'ANRS MIE et dans un style adapté.

7) Rédaction de dossiers thématiques de 8 feuillets maximum (soit 12 000 signes, espaces compris)

Le prestataire doit livrer un contenu **rigoureux, pédagogique et engageant**, incluant :

- Une introduction claire et contextualisée,
- Un développement organisé en parties thématiques (avec sous-titres, exemples, données chiffrées si pertinent),

- Une conclusion synthétique et des pistes de réflexion ou d'action,
- Des sources fiables et des références vérifiées.

La prestation inclut la recherche documentaire, la rédaction, la relecture, et l'intégration des retours pour une version finale validée, prête à la publication.

8) Rédaction de rapport d'activités annuel

Le rapport d'activités présente l'ensemble des activités de l'agence. Au-delà du bilan des actions de l'année écoulée, il met ainsi en valeur des thématiques stratégiques et scientifiques, sous une forme journalistique, à travers une série d'articles, d'entretiens et d'encadrés. Son objectif n'est pas tellement d'exposer de manière exhaustive les données produites par les différents départements, instances et comités, mais bien d'analyser les enjeux les plus saillants de la production de connaissances à l'ANRS MIE. Les événements scientifiques et institutionnels de l'année peuvent être synthétisés sur une chronologie.

Le document est découpé comme suit :

- un éditorial
- une double page de chiffres-clés
- 4 chapitres

Une fois par an, le titulaire participe à la rédaction de ce document à partir d'informations administratives et scientifiques fournies par l'ANRS MIE, dans un style adapté, suivant les consignes éditoriales fournies par l'ANRS MIE.

Le titulaire travaille à partir d'un brief complet transmis par le responsable éditorial du rapport d'activité, qui indique plusieurs contacts et sources d'information. Le titulaire peut être amené à interroger d'autres interlocuteurs que ceux initialement indiqués le responsable éditorial du rapport d'activité, pour obtenir des informations spécifiques sur des points plus précis. Il tient le responsable éditorial en chef informé de l'avancée des travaux à réaliser.

9) Rédaction de discours de la direction générale de l'ANRS MIE

Le titulaire rédige le contenu des discours énoncés par la direction générale de l'ANRS MIE et les personnes affiliées, à partir des éléments fournis par l'ANRS MIE, selon ses consignes éditoriales, dans un style adapté, et pour diverses occasions : déplacements en France ou à l'étranger, rencontres institutionnelles, événements externes ou internes (vœux du siège de l'ANRS MIE, cérémonie des prix ANRS MIE...).

Pour ce type de rédaction, le titulaire est en lien direct (échanges par mails, par téléphone ou en face à face) avec la personne amenée à prononcer le discours, dans un premier temps, afin de recueillir les premiers éléments d'information, puis pour la finalisation et la validation du texte.

La longueur des discours peut varier de 10 à 45 minutes.

5.3. LOT 2 : REDACTION DE DOSSIERS THEMATIQUES, D'ARTICLES ET DE BREVES A CARACTERE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le titulaire rédige des contenus à caractère scientifique et technique destinés aux chercheurs, décideurs ou journalistes sur tout support.

Le titulaire rédige, réécrit et met à jour le contenu des contenus à caractère scientifique et technique destinés aux chercheurs principalement. Ces dossiers sont destinés à être diffusés sur le site internet de l'ANRS MIE mais peuvent également être diffusés sous formes de brochures.

Le titulaire travaille à partir d'un brief complet transmis par le responsable éditorial, qui indique plusieurs contacts et plusieurs publications scientifiques (fournies par l'ANRS MIE et parfois écrites en langue anglaise) ou autres sources d'informations. Le titulaire peut être amené à interroger d'autres chercheurs que ceux initialement indiqués par le responsable éditorial, pour obtenir des informations spécifiques sur des points plus précis.

Le titulaire doit rédiger les légendes des schémas ou photos intégrés. Il tient le responsable éditorial informé de l'avancée des travaux à réaliser.

Les prestations objet du marché sont les suivantes :

1) Rédaction d'un communiqué de presse à caractère scientifique et technique

Le titulaire travaille à partir d'une publication scientifique (écrite en langue anglaise) ou d'éléments fournis par l'ANRS MIE. Pour les dossiers de presse le titulaire mène un travail de recherche documentaire approfondie. Il travaille à partir d'un plan et de documents de référence fournis par l'ANRS MIE, en collaboration avec un ou plusieurs chercheurs référents désignés par l'ANRS MIE.

Le titulaire rédige un communiqué de presse clair, adapté aux normes journalistiques, pour annoncer un événement, un projet de recherche, une actualité, etc. Le prestataire doit proposer un texte structuré (titre accrocheur, chapeau, corps de texte et contacts), en respectant le ton et les consignes éditoriales fournies. Il doit également intégrer les retours pour livrer une version finale validée, prête à être diffusée auprès des médias et du public cible.

Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

2) Rédaction d'un dossier de presse à caractère scientifique et technique (10 à 15 pages)

Le titulaire travaille à partir d'une publication scientifique (écrite en langue anglaise) ou d'éléments fournis par l'ANRS MIE. Pour les dossiers de presse le titulaire mène un travail de recherche documentaire approfondie. Il travaille à partir d'un plan et de documents de référence fournis par l'ANRS MIE, en collaboration avec un ou plusieurs chercheurs référents désignés par l'ANRS MIE.

Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

3) Rédaction d'articles, interviews à caractère scientifique et technique

Le titulaire rédige des articles (généralement d'une longueur de 3 750 signes espaces compris, soit 2,5 feuillets), présentant selon le cas des résultats de travaux ou des projets de recherche récemment publiés par des chercheurs financés par l'ANRS MIE, des interviews et des portraits de chercheur... Ces articles sont notamment destinés à être publiés sur anrs.fr.

Le titulaire travaille à partir d'une ou plusieurs publications scientifiques fournies par l'ANRS MIE et/ou en collaboration avec un ou plusieurs chercheurs désignés par l'ANRS MIE. Il s'entretient avec ce/ces chercheurs référents avant de rédiger l'article ou de réaliser l'interview.

Les rédacteurs doivent produire des textes à destination des chercheurs, en adoptant un niveau scientifique rigoureux et en s'appuyant sur des références académiques solides tout en garantissant une rédaction claire et accessible avec un chapô pour un premier niveau de lecture pour un public moins expert. Toutes les données, chiffres et affirmations présentés devront être étayés par des publications scientifiques reconnues, citées de manière appropriée (section bibliographie).

Le titulaire peut être amené à récupérer des photographies ou des documents auprès des chercheurs référents. Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

4) Rédaction de contenus pour newsletter à caractère scientifique et technique (brève 1 000 signes max)

Le titulaire doit produire un contenu rigoureux, synthétique et adapté à un public expert ou informé. Le texte doit inclure un titre et un chapeau percutant, une information claire, étayée par des données ou des sources fiables (bibliographie).

Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

5) Rédaction de dossiers d'informations thématiques à caractère scientifique et technique

Le titulaire rédige les dossiers d'informations thématiques (généralement d'une longueur de 12 000 signes, espaces compris, soit 8 feuillets), destinés à être publiés sur le site de l'ANRS MIE ou sous forme de brochure. Entre 12 et 15 dossiers pourraient être créés ou mis à jour la première année dont 10 à 15 d'entre eux à réaliser en externe.

Ces dossiers visent à faire le point sur les connaissances relatives au thème abordé (le plus souvent une maladie, mais aussi d'autres sujets en lien avec la santé et la recherche) et sur les recherches en cours, en particulier celles financées et/ou promues par l'ANRS MIE.

Pour chaque dossier qui lui est confié, le titulaire mène une recherche documentaire approfondie. Il travaille à partir d'un plan et de documents de référence fournis par l'ANRS MIE, en collaboration avec un ou plusieurs chercheurs référents désignés par l'ANRS MIE, avec lesquels il s'entretient avant de rédiger le dossier.

Les rédacteurs devront produire des textes à destination des chercheurs, en adoptant un niveau scientifique rigoureux et en s'appuyant sur des références académiques solides (revue à comité de lecture) tout en garantissant une rédaction claire et accessible pour le plus grand nombre, par exemple via un chapô pour un premier niveau de lecture pour un public moins

expert. Toutes les données, chiffres et affirmations présentés devront être étayés par des publications scientifiques reconnues, citées de manière appropriée (section bibliographie).

Le titulaire échange avec le responsable éditorial pour finaliser le plan du dossier. Il peut être amené à interroger d'autres chercheurs que ceux initialement indiqués par le responsable éditorial, pour obtenir des informations spécifiques sur des points plus précis.

6) Rédaction d'éléments à caractère scientifique et technique du rapport d'activités annuel

Le rapport d'activités présente l'ensemble des activités de l'agence. Au-delà du bilan des actions de l'année écoulée, il met ainsi en valeur des thématiques stratégiques et scientifiques, sous une forme journalistique, à travers une série d'articles, d'entretiens et d'encadrés. Le titulaire travaille à partir d'un brief complet transmis par le responsable éditorial du rapport d'activité, qui indique plusieurs contacts et sources d'information. Le titulaire peut être amené à interroger d'autres interlocuteurs que ceux initialement indiqués le responsable éditorial du rapport d'activité, pour obtenir des informations spécifiques sur des points plus précis. Il tient le responsable éditorial en chef informé de l'avancée des travaux à réaliser.

Le dossier doit respecter la charte graphique et éditoriale fournie. La prestation inclut la recherche d'informations, la rédaction, la relecture, ainsi que l'intégration des retours.

5.4. LOT 3 : CREATION DE CONTENU GRAPHIQUE ET PRODUCTION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION

Le titulaire aura la charge de la création graphique, la mise en page et la production de supports de communication visuelle pour l'ANRS MIE. Les supports visuels respectent la charte graphique et les spécificités de diffusion (print et digital).

Les prestations objet du marché sont les suivantes :

1) Création graphique et mise en page d'une affiche

Le titulaire se charge de la réalisation d'une affiche, avec conception visuelle et organisation des éléments.

2) Conception et mise en page d'une brochure

Le titulaire se charge de la conception et de la mise en page d'une brochure, intégrant textes et visuels. La brochure comporte vingt (20) pages ou moins. Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut un principe de création (2 ou 3 couvertures, une double), la déclinaison de la maquette, les allers/retours de correction, puis livrer une version finale validée, avec formats optimisés (impression ou web).

3) Conception et mise en page d'un rapport d'activité

Le titulaire se charge de la mise en forme d'un rapport d'activité (texte fourni) avec structuration des contenus et intégration de graphiques le cas échéant. Ces documents comportent vingt (20) pages ou plus. Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut un principe de création (2 ou 3 couvertures, une double), la

déclinaison de la maquette, les allers/retours de correction, puis livrer une version finale validée, avec formats optimisés (impression ou web).

4) Création d'une plaquette institutionnelle (2 à 4 pages) :

Le titulaire se charge de la réalisation de la maquette graphique d'une plaquette institutionnelle, à partir d'un texte fourni. Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut un principe de création (2 ou 3 couvertures, une double), la déclinaison de la maquette, les allers/retours de correction, puis livrer une version finale validée, avec formats optimisés (impression ou web).

5) Création d'une brochure A4 8 pages : Le titulaire se charge de la conception et de la mise en page d'une brochure à partir du texte fourni, intégrant des textes et des visuels.

Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut un principe de création (2 ou 3 couvertures, une double), la déclinaison de la maquette, les allers/retours de correction, puis livrer une version finale validée, avec formats optimisés (impression ou web).

6) Conception d'un flyer recto-verso Format A5 ou équivalent :

Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut un principe de création (2 ou 3 couvertures, une double), la déclinaison de la maquette, les allers/retours de correction, puis livrer une version finale validée, avec formats optimisés (impression ou web).

7) Conception de cartes de visites

Le titulaire se charge de la réalisation graphique des cartes de visites.

8) Création de visuels pour réseaux sociaux (Déclinaisons sur 2 à 3 formats) :

Le titulaire se charge de l'élaboration graphique et de la mise en page de visuels adaptés aux différents formats des réseaux sociaux pour optimiser la communication en ligne. Le titulaire doit concevoir une maquette respectant la charte graphique de l'agence. La prestation inclut la recherche iconographique, l'achat des visuels libres de droit.

9) Conception d'une bannière web (site / intranet / emailing) Déclinaison responsive incluse :

Le titulaire se charge de la création d'une bannière web pensée pour différents supports numériques, avec design responsive intégré (= devant pouvoir se décliner sur différents formats et supports).

10) Création graphique d'éléments pour site web (icônes, pictogrammes, boutons) :

La prestation consiste en la création graphique d'éléments pour un site web, incluant des icônes, pictogrammes et boutons, en cohérence avec l'identité visuelle et l'ergonomie du site.

Le titulaire doit :

- Concevoir des éléments graphiques originaux, modernes et adaptés à l'univers du site,
- Respecter les contraintes techniques (formats, tailles, résolution, compatibilité web),
- Proposer des versions adaptatives (pour différents supports : desktop, mobile, etc.),
- Livrer les fichiers dans des formats exploitables (SVG, PNG, etc.), optimisés pour le web.

La prestation inclut la présentation d'une première proposition, l'intégration des retours, puis la livraison des éléments finaux, prêts à être intégrés par les développeurs.

11) Webdesign d'une page type (gabarit site vitrine ou institutionnel) :

La prestation consiste en la conception du webdesign d'une page type pour le site anrs.fr, en respectant l'identité visuelle de l'agence.

Le titulaire doit :

- Intégrer les éléments clés (menu, bannières, zones de contenu, appels à l'action, etc.) tout en garantissant une expérience utilisateur optimale
- Respecter les normes d'accessibilité et de responsive design (adaptation mobile, tablette, desktop),
- Fournir les fichiers sources (Figma, Adobe XD, etc.) et les exportations nécessaires pour le développement.

La prestation inclut la présentation d'une première proposition, les ajustements suite aux retours, et la livraison d'un gabarit final validé, prêt à être développé.

12) Création d'un template de newsletter HTML :

La prestation consiste en la création d'un template de newsletter, conçu pour être visuellement attractif, responsive et optimisé pour les campagnes emailing.

Le prestataire doit :

- Concevoir un design en accord avec la charte graphique de l'agence,
- Structurer le template avec des zones modulables (en-tête, corps de texte, images, boutons d'appel à l'action, pied de page, etc.),
- Intégrer les bonnes pratiques d'emailing (poids des images, texte alternatif, liens cliquables, etc.),
- Livrer le template prêt à l'emploi (sur Mailjet notamment), avec les fichiers sources (HTML/CSS si nécessaire) et une documentation d'utilisation.

La prestation inclut une première proposition, les ajustements suite aux retours, et la livraison d'un template final validé.

13) Création d'un modèle (masque) de présentation PowerPoint :

Le titulaire se charge de la conception d'un modèle de présentation PowerPoint en respectant la charte graphique de l'ANRS MIE. Le titulaire doit structurer le masque du diaporama avec des diapositives types (page de titre, sommaire, contenu textuel, graphiques, images, remerciements, etc.). La prestation inclut une première proposition, les ajustements suite aux retours, et la livraison d'un masque final validé

14) Mise en page d'une présentation PowerPoint (jeu de 10 slides) :

Le titulaire se charge de la structuration et de l'habillage graphique de 10 diapositives pour une présentation l'ANRS MIE.

15) Création d'une infographie simple avec 5 éléments (données fournies) :

Le titulaire se charge de la conception d'une infographie visuelle cohérente avec la charte graphique de l'ANRS MIE pour la présentation de textes, chiffres ou toute autre information. La prestation inclut l'organisation des données ou informations fournies en une structure logique et visuellement attractive (icônes, graphiques, illustrations, textes courts). Le titulaire doit optimiser le format pour une utilisation print ou digitale (résolution, tailles, adaptabilité).

16) Création d'une infographie complexe avec + 5 éléments (données fournies) :

Le titulaire se charge de la réalisation d'une infographie plus détaillée et structurée, intégrant plusieurs ensembles de données fournies, avec la charte graphique de l'ANRS MIE pour la présentation de textes, chiffres ou illustrations. La prestation inclut l'organisation des données ou informations fournies en une structure logique et visuellement attractive (icônes, graphiques, illustrations, textes courts). Le titulaire doit optimiser le format pour une utilisation print ou digitale (résolution, tailles, adaptabilité).

17) Adaptation d'un support existant à un autre format (print ↔ web) :

Le titulaire se charge de la déclinaison graphique d'un support pour un autre usage ou format, en respectant la cohérence visuelle du support initial.

18) Création de cartes de vœux

Le titulaire se charge de la réalisation du design d'une carte de vœux déclinée sur supports numériques pour une diffusion élargie. (Impression 4 pages et déclinaison du visuel pour le web et les réseaux sociaux).

19) Création de visuel pour le site web (1024x698) :

Le titulaire se charge de la conception d'un visuel adapté aux dimensions spécifiques du site, optimisé pour un affichage en ligne.

20) Mise en page d'un dossier de presse (format A4 Word) :

Le titulaire se charge de la structuration et de l'habillage graphique d'un dossier de presse.

La prestation inclut :

- La réalisation d'une maquette respectant la charte graphique de l'agence (couleurs, polices, logo, etc.),

- L'organisation des pages de manière claire et dynamique (sommaire, titres, textes, visuels, encadrés, etc.),
- Proposer des mises en page variées pour chaque type de contenu (interviews, fiches techniques, témoignages, etc.),
- Intégrer des éléments graphiques (icônes, illustrations, photos, infographies)

Livrables

Les livrables à remettre pour chaque document sont :

- Un fichier pdf haute définition (HD) et basse définition (BD)
- Un fichier pdf haute définition avec traits de coupe à fournir à l'imprimeur
- Les fichiers sources tous droits cédés

Le candidat retenu doit corriger les fichiers en cas de nécessité à l'occasion de la validation du BAT imprimeur si d'éventuels correctifs sont demandés par l'imprimeur pour garantir la bonne impression. Ces correctifs seront à la charge du candidat s'ils font suite à un défaut dans la réalisation de la prestation du candidat (images basse définition, erreur de montage, erreur d'orthographe, ...).

5.5. LOT 4 : PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Le titulaire assure la production de contenus audiovisuels destinés à valoriser les actions, événements, projets ou campagnes de communication de l'ANRS MIE.

Prestations

Les prestations attendues comprennent notamment : la captation, le montage, la réalisation, le motion design le cas échéant, la postproduction, et la livraison de vidéos prêtes à la diffusion.

Le titulaire doit prendre en compte des contraintes d'accessibilité (sous-titrage obligatoire) et respecter la charte graphique de l'ANRS MIE et de la charte audiovisuelle de l'Etat.

Les prestations objet du marché sont les suivantes :

1) Réalisation d'un reportage vidéo (durée 3 à 5 minutes)

Le titulaire se charge de la captation sur le terrain puis montage complet, avec habillage graphique.

Le titulaire doit :

- Scénariser le reportage en collaboration avec l'ANRS MIE, en définissant les messages clés, le storytelling et le plan de tournage,
- Tourner les images (interviews, séquences illustratives, plans de coupe) avec un matériel adapté pour garantir une qualité optimale (son, lumière, cadrage),
- Monter la vidéo en intégrant les éléments tournés, des musiques libres de droits, des sous-titres ou des animations si nécessaires,

- Livrer un rendu final en haute définition (Full HD ou 4K), adapté aux supports de diffusion (web, réseaux sociaux, projection, etc.)

2) Réalisation d'une interview filmée sur place (1 intervenant, 2-3 minutes)

La prestation consiste en la réalisation d'une interview simple avec un seul intervenant.

Le titulaire se charge du tournage (1 caméra sur place) d'une interview avec un intervenant, suivi du montage (habillage graphique et sonore) et de l'ajout de sous-titres.

Le coût de cette prestation intègre le déplacement éventuel aller-retour dans la journée.

Les interviews menées sur place peuvent se réaliser dans les régions suivantes : Ile-de-France ; Auvergne Rhône-Alpes ; Nouvelle-Aquitaine ; PACA et Corse ; Occitanie ; Grand-Est ;

3) Réalisation d'une interview filmée en visioconférence (1 intervenant, 2-3 minutes)

La prestation consiste en la réalisation d'une interview simple avec un seul intervenant.

Le titulaire se charge de l'enregistrement (visio) d'une interview avec un intervenant, suivi du montage (habillage graphique et sonore) et de l'ajout de sous-titres.

4) Réalisation d'un portrait de chercheur (format 4 à 6 minutes)

Le titulaire se charge de la mise en valeur du parcours et des travaux d'un chercheur. Cette prestation inclut :

- La préparation en amont (repérages, briefing technique et éditorial avec le client, élaboration d'un scénario ou d'une trame narrative) ;
- La mise à disposition du matériel technique adapté (caméras, éclairage, son, accessoires) ;
- Le tournage sur site (laboratoire, bureau, ou lieu symbolique lié à la recherche), avec une attention particulière à la mise en valeur du sujet et de son environnement ;
- La réalisation d'entretiens ou de séquences illustratives (expériences, démonstrations, etc.) ;
- Le montage vidéo (sélection des rushs, habillage graphique, sous-titrage si nécessaire, mixage audio, intégration de musiques libres de droits ou fournies par le client) ;
- La livraison du fichier final dans les formats demandés (HD, adaptés aux supports web, réseaux sociaux) ;
- Une version brute des rushs pourra être fournie sur demande.

5) Capsule vidéo courte pour réseaux sociaux (30 à 60 secondes)

A partir d'une vidéo déjà tournée, le titulaire se charge de la création d'une vidéo concise, du montage (rythme soutenu, intégration de textes animés, sous-titres, musiques libres de

droits, effets visuels si nécessaire) déclinée en plusieurs formats (carré, vertical, horizontal) adaptés aux plateformes des réseaux sociaux.

6) Réalisation d'une vidéo en motion design (1 à 2 minutes)

Le titulaire se charge de la création d'une vidéo animée.

Cette prestation inclut :

- La conception créative (scénario, storyboard, charte graphique, choix des styles d'animation et des couleurs) en collaboration avec le client ;
- La création des éléments graphiques (illustrations, typographies animées, icônes, etc.) ;
- L'animation des éléments selon le storyboard validé, avec une attention particulière au rythme et à la fluidité ;
- L'intégration des voix off, musiques libres de droits ou fournies par le client, et effets sonores ;
- Le montage final (synchronisation des animations, des sons et des textes) ;
- La livraison des fichiers dans les formats adaptés (MP4, résolutions HD ou 4K, selon les besoins) ;
- Une version modifiable des fichiers sources (After Effects, Illustrator, etc.) pourra être fournie sur demande.

7) Vidéo explicative en motion design (3 à 5 minutes)

Le titulaire se charge de la réalisation d'une vidéo animée.

Cette prestation inclut :

- La conception créative (scénario, storyboard, charte graphique, choix des styles d'animation et des couleurs) en collaboration avec le client ;
- La création des éléments graphiques (illustrations, typographies animées, icônes, etc.) ;
- L'animation des éléments selon le storyboard validé, avec une attention particulière au rythme et à la fluidité ;
- L'intégration des voix off, musiques libres de droits ou fournies par le client, et effets sonores ;
- Le montage final (synchronisation des animations, des sons et des textes) ;
- La livraison des fichiers dans les formats adaptés (MP4, résolutions HD ou 4K, selon les besoins) ;
- Une version modifiable des fichiers sources (After Effects, Illustrator, etc.) pourra être fournie sur demande.

8) Création d'une infographie animée (30 à 60 secondes)

Le titulaire se charge de l'animation de données ou d'éléments graphiques, fournis ou créés, pour illustrer une information.

Cette prestation inclut :

- La conception créative (scénario, storyboard, charte graphique, et choix des styles d'animation) en collaboration avec le client ;
- La création des éléments visuels (illustrations, graphiques, icônes, et typographies) adaptés aux données à représenter ;
- L'animation des éléments pour mettre en valeur les informations clés, avec un rythme adapté au message et au public cible ;
- L'intégration de voix off, de musiques libres de droits
- Le montage final
- La livraison des fichiers dans les formats adaptés (MP4, résolutions HD ou 4K, selon les besoins) ;
- Une version modifiable des fichiers sources (After Effects, Illustrator, etc.) pourra être fournie sur demande.

9) Captation d'un événement avec interviews et montage express

Le titulaire assurera la captation complète d'un événement d'une journée, incluant la réalisation de 5 interviews, ainsi que le montage et la livraison des contenus le jour même pour une diffusion en soirée. Cette prestation comprend :

- La préparation technique en amont (repérages, briefing avec le client, planification des interviews et des angles de captation) ;
- La mise à disposition du matériel technique adapté (caméras, éclairage, son, accessoires)
- La réalisation de 5 interviews courtes (2 à 3 minutes chacune) avec les intervenants désignés ;
- Le tournage de coupe d'ambiance de l'événement (discours, moments clés, ambiance) ;
- Le montage express des rushes (sélection des meilleurs moments, intégration des interviews, habillage graphique, sous-titrage si nécessaire, mixage audio) ;
- La livraison des fichiers finaux (version complète de l'événement et version courte pour les réseaux sociaux) dans les formats adaptés (HD, MP4) avant la diffusion prévue en soirée ;
- Une coordination fluide avec le client pour valider les choix éditoriaux en temps réel.

10) Montage supplémentaire ou version courte d'un film existant

Le titulaire se charge de la réalisation d'une nouvelle version à partir de rushes déjà fournis, adaptée à une diffusion différente.

11) Sous-titrage multilingue d'une vidéo

Le titulaire se charge de la création de fichiers de sous-titres (.srt) et intégration directe dans la vidéo pour une diffusion internationale.

Livrables

Pour chaque projet, les livrables comprennent :

- Vidéo(s) montée(s) prêtes à la diffusion ;

- Versions adaptées à différents formats de publication : Haute qualité (pour diffusion TV / grand écran), format compressé (web, réseaux sociaux), format brut (archivage ou réutilisation ultérieure) ;
- Sous-titrages en français (et en d'autres langues le cas échéant)
- Fichiers sources et rushs si demandés ;
- L'accessibilité numérique des productions doit être conforme aux normes du RGAA ;

Les livrables doivent être exploitables sur les plateformes usuelles (YouTube, Vimeo, réseaux sociaux, sites web...).

ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 REPRESENTANT DE L'ANRS MIE

Le responsable du suivi de l'exécution du marché est le responsable du département de la communication ou son/sa représentante, dûment habilitée.

6.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes habilitées à suivre la conduite des prestations auprès de l'ANRS MIE.

Dans le cas où cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, elle doit en aviser immédiatement le représentant de l'ANRS MIE par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer par écrit le nom, le titre et les qualifications au représentant de l'ANRS MIE, ainsi que sa date de prise de poste dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de la date d'envoi de l'information à l'ANRS MIE.

Si l'ANRS MIE récuse ce remplaçant, le titulaire dispose de quatre (4) jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer l'ANRS MIE.

6.3 ADRESSE DE LIVRAISON

Le titulaire livre ses prestations au format et à l'adresse précisés par l'ANRS MIE dans son bon de commande ou tout autre document annexe.

6.4 PROCESSUS D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CHOIX DU TITULAIRE

Dès l'émergence d'un besoin, l'ANRS MIE le formalise dans un document de type formulaire ou tout autre document équivalent. Ce document mentionne les informations suivantes :

- Le type de prestations à réaliser ;
- Le délai maximum ;

L'accord-cadre étant multi-attributaire, lors de l'émergence de chaque nouveau besoin, l'ANRS MIE sollicite d'abord le titulaire de rang 1 du lot concerné.

Le titulaire de rang 1 est le titulaire qui a été classé n°1 à l'issue du classement des offres dans le cadre de la consultation ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre.

S'il n'est pas disponible, le titulaire sollicité pour l'exécution d'un bon de commande informe le représentant de l'ANRS MIE dans un délai de deux jours ouvrés.

Dans l'hypothèse où le titulaire sollicité répond à l'ANRS MIE qu'il n'est pas en situation de pouvoir traiter sa commande dans les délais impartis, ou en raison d'une incapacité technique, ou en l'absence de réponse, alors l'ANRS MIE sollicitera le titulaire de rang suivant, et ainsi de suite le cas échéant, jusqu'à ce qu'un des titulaires puisse traiter la demande.

6.5 ETAPES DE LA COMMANDE

A l'issue de la réponse positive du titulaire sollicité, l'ANRS MIE lui transmet un bon de commande qui déclenche la réalisation de la prestation.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'ANRS MIE dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

6.6 BONS DE COMMANDE

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande adressés par l'ANRS MIE aux titulaires et établis à partir des prix définis dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- La référence du présent marché ;
- La date de la commande et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et l'adresse de l'émetteur du bon de commande ;
- La description des prestations à réaliser ;
- L'adresse de livraison des prestations ;
- Le délai de livraison des prestations demandées ;
- Le prix HT et TTC des prestations conformément au bordereau des prix unitaires ;
- Le montant total ;
- Le taux et le montant de la TVA applicable.
- Le triplet CHORUS (SIRET, Code service, numéro d'engagement juridique).

6.7 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont définis au stade de la sollicitation et confirmés dans le bon de commande.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution indiqués dans le bon de commande.

En cas de retard sur l'exécution des prestations commandées, l'ANRS MIE se réserve le droit d'appliquer une pénalité calculée selon la formule indiquée à l'article 12 du présent CCP, et le cas échéant, d'annuler le bon de commande.

6.8 DELAIS D'EXECUTION INDICATIFS POUR LES LOTS 1 ET 2

Les délais d'exécution des prestations pour les lots 1 et 2 ne sauraient habituellement excéder les délais suivants :

Nombre de signes (espaces compris)	Délai d'exécution maximum (en jours ouvrés)	Délai d'exécution maximum en cas d'urgence (en jours ouvrés)
Entre 0 et 1 000	5	1
Entre 1 001 et 5 000	10	2
Entre 5 001 et 10 000	15	5
Entre 10 001 et 30 000	20	10
Entre 30 001 et 100 000	25	12
Plus de 100 000	30	15

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'ANRS-MIE tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'ANRS MIE, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires (archivage sécurisée et destruction systématique des documents n'ayant plus d'utilité).

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3 OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire notifie immédiatement au service achat de l'INSERM à l'adresse achat@inserm.fr les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme de l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;
- À son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise, notamment le remplacement des personnes assurant l'exécution des prestations, conformément à l'article 13 du présent CCP.

7.4 OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/> .

En cas de non-remise des documents susmentionnés et après une mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse sous sept (7) jours :

- Le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,

ou bien,

- Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'ANRS MIE.

7.5 RESPONSABILITES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.6 CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

7.7 RECOURS A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire s'engage à informer préalablement l'ANRS MIE de tout recours à un système reposant sur des techniques d'intelligence artificielle, y compris les modèles d'apprentissage automatique ou génératif, qu'ils soient utilisés directement ou via un outil tiers.

Cette information préalable par le titulaire faite à l'ANRS MIE doit mentionner :

- La finalité du recours à l'intelligence artificielle dans le cadre des prestations ;
- La nature des systèmes utilisés (notamment s'ils impliquent un traitement algorithmique autonome ou génératif) ;
- Les données éventuellement traitées par l'intelligence artificielle, et leur sensibilité ;
- Les garanties mises en œuvre pour assurer la loyauté, la sécurité et la transparence du traitement.

Le recours à de tels systèmes ne pourra intervenir qu'après accord expresse, préalable et écrit de l'ANRS MIE.

En cas de non-respect de cette obligation, l'ANRS MIE se réserve le droit de résilier l'accord-cadre au titulaire concerné pour faute, conformément à l'article 18.1 du présent CCP.

8 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 *OPERATIONS DE VERIFICATION*

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services concernés.

Par ailleurs, il convient de distinguer une phase d'échanges sur la prestation entre le titulaire et l'ANRS MIE, et une phase de contrôle formalisée par les étapes décrites aux articles 8.2.1 et suivants du présent CCP.

8.2 *DECISION APRES VERIFICATION*

8.2.1 *ADMISSION*

L'ANRS MIE prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du bon de commande. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

8.2.2 *AJOURNEMENT*

Lorsque l'ANRS MIE estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'ANRS MIE les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours calendaires.

Cette décision peut être formulée par tout moyen écrit, notamment par courriel.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation de la mise au point dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'ANRS MIE a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ANRS MIE dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

8.2.3 *REFACTION*

Lorsque l'ANRS MIE estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du bon de commande, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'ANRS MIE dispose ensuite de 15 jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision.

8.2.4 REJET

Lorsque l'ANRS MIE estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, elle en prononce le rejet. La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, l'ANRS MIE sollicite le titulaire de rang suivant, conformément à l'article 6.1.4 du présent CCP.

En outre, l'ANRS MIE se réserve le droit de résilier le marché à l'égard du titulaire, conformément à l'article 18 du présent CCP.

9 REGIME FINANCIER

9.1 CONTENU DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix des prestations sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, et les droits cédés au titre de la propriété intellectuelle décrits à l'article 14 de ce même document.

9.2 FORME ET REVISION DU PRIX

Le prix des prestations est révisable annuellement à la date anniversaire du marché et à l'initiative de l'une ou l'autre partie, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 (I / I_0))$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé ;
- P₀ = Prix d'origine du marché ;
- I = Dernière valeur publiée à la date de révision ;
- I₀ = Dernière valeur publié à la date limite de remise des offres.

L'indice I utilisé est l'indice du coût horaire du travail tous salariés, dans l'information et la communication publié au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE et au moniteur des travaux publics et du bâtiment (supplément « révision »), disponible sur le site de l'INSEE www.indices.insee.fr.

L'indice 2025 « Cout horaire – Information, communication » a pour identifiant 010762010, et peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762010>

9.3 AVANCE

9.3.1 PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement (ATTRI1) du présent accord-cadre s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article L21913 du code de la commande publique, les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

9.3.2 TAUX DE L'AVANCE

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à 5%.

9.3.3 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché. Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

9.4 FACTURATION ET PAIEMENT

9.4.1 ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

9.4.2 MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée au département Communication de l'ANRS MIE.

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture doit comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET de l'émetteur ;
- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du destinataire de la demande de paiement (l'ANRS MIE) ;
- La date d'émission de la demande de paiement ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la demande de paiement, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du présent marché tel qu'il sera communiqué lors de la notification du marché, et ses éventuelles modifications ;
- Le numéro du bon de commande correspondant à la demande de paiement ;
- La description qualitative et quantitative des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- Le montant hors taxes de la facture ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le taux ou le montant de la TVA ;
- La répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant T.T.C. de la facture ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- La ou les dates de la livraison effective des prestations livrées ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

9.4.3 TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Les structures logiques des Siret et du Code Service sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Le numéro de bon de commande reste nécessaire pour l'étape de rapprochement entre la facture et la commande. Par ailleurs, les documents porteront en zone non obligatoires les

références de marché ou de contrats qui permettent leurs rapprochements en l'absence d'un numéro de bon de commande.

9.5 DELAI DE PAIEMENT

9.5.1 DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans le marché.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements du titulaire.
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

9.5.2 INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

9.6 ORDONNATEUR DE LA DEPENSE ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur de la dépense relative au présent marché est le directeur de l'ANRS MIE, le Pr Yazdan Yazdanpanah.

Le comptable assignataire du paiement de la dépense relative au présent marché est l'agent comptable principal de l'INSERM, dont les coordonnées sont :

L'agent comptable principal de l'INSERM

INSERM
101 Rue de Tolbiac,
75654, Paris Cedex 13
service-facturier.siege@inserm.fr

10 MODIFICATIONS

10.1 *MODIFICATION DU MARCHÉ*

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

10.2 *MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE*

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais à l'adresse suivante : achats@anrs.fr et information@anrs.fr

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le Service achat de l'ANRS MIE et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise, notamment le remplacement des personnes assurant l'exécution des prestations, conformément à l'article 13 ci-dessous.

10.3 *CHANGEMENT DE TITULAIRE*

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'ANRS-MIE. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'ANRS MIE et du Service achat de l'Inserm.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'ANRS MIE et le Service achat de l'Inserm dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 8.2 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'ANRS MIE et le Service achat de l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'ANRS MIE, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

11 MESURES A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

11.1 MESURES A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à respecter réduire l'empreinte environnementale des prestations fournies.

Il limite ou s'abstient d'imprimer des documents, sauf lorsque l'impression est justifiée par la nature des prestations, et s'engage à utiliser exclusivement du papier recyclé ou certifié selon un label environnemental en mode recto-verso et, autant que possible, en noir et blanc.

Le titulaire optimise la mise en page des documents pour en réduire leur volume.

Lorsque les prestations comprennent la création ou la livraison de contenus numériques, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de ces fichiers. À ce titre, il s'engage à produire des fichiers allégés, sans perte de qualité, et à utiliser des formats standards et durables. Il privilégie, dans la mesure du possible, des outils de stockage ou de transfert reposant sur des infrastructures ayant une politique environnementale durable, telles que des serveurs alimentés par des énergies renouvelables ou certifiés à faible empreinte carbone.

Pour les prestations de graphisme, le titulaire conçoit ses productions dans une logique d'éco-conception graphique, en adoptant des choix techniques et esthétiques favorisant la sobriété des supports.

Le titulaire optimise dans la mesure du possible le poids des documents produits et privilégie l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Pour tout déplacement en France métropolitaine, le titulaire utilise des moyens de transports à faible émission carbone (trains, véhicule personnel à faible émissions, etc...).

Chaque année, le titulaire présente un bilan des actions réalisées dans le cadre de la prestation afin de réduire l'empreinte environnementale. Le cas échéant, il précise les mesures prises en matière d'hébergement, de tri des données et de services en ligne, de prolongation de la durée de vie, de reconditionnement et de recyclage des infrastructures et matériels informatiques utilisés.

Les manquements à ces obligations pourront donner lieu au prononcé de pénalités dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCP.

11.2 MESURES A CARACTERE SOCIALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, et plus particulièrement lors de la réalisation des supports de communication, des interviews, des reportages photographiques ou des illustrations (y compris graphiques et visuels), le titulaire s'engage à veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

À ce titre, le titulaire doit s'assurer que :

- Les interviews mettent en avant, autant que possible, un nombre équivalent de femmes et d'hommes ;
- Les illustrations, photographies, visuels ou créations graphiques reflètent ce même équilibre ;

Les manquements à ces obligations pourront donner lieu au prononcé de pénalités dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCP.

12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

12.1 *PENALITES POUR RETARD*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque l'ANRS MIE envisage de prononcer des pénalités pour retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de cinq (5) jours ouvrés. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, ou si l'ANRS MIE considère que les observations formulées ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable au titulaire, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

12.2 *PLAFONNEMENT DES PENALITES*

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur des prestations objet du marché.

13 GESTION DES PERSONNES

13.1 *AUTORITE HIERARCHIQUE*

Le personnel du titulaire relève de sa seule autorité hiérarchique et disciplinaire. L'ANRS MIE doit toutefois pouvoir interagir directement avec le personnel affecté à la commande, tant pour la finalisation du brief que pour la validation du livrable.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature demeurent de la responsabilité du titulaire qui s'attache à ce que ces événements ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assure les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'ANRS MIE, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

13.2 *REMPLACEMENT*

Le personnel du titulaire doit être à effectif constant, à charge pour le prestataire de pourvoir au remplacement des absents.

En cas de changement d'un des intervenants dont le profil est mentionné dans sa réponse, le titulaire en avertit l'ANRS MIE par mail au moins trois semaines à l'avance, et lui présente le profil du nouvel intervenant pressenti assorti d'au moins trois exemples de ses travaux.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau de compétence identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, et cela qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congés) ou non (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'ANRS MIE ne le récusé pas dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. L'ANRS MIE ne peut récuser le remplaçant que pour non-conformité au profil initialement proposé et accepté. En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

Le remplacement d'une personne de l'équipe par une autre doit faire l'objet d'une période de recouvrement de quinze jours minimum entre les deux personnes pour le transfert de connaissances.

La période de recrutement et les démarches nécessaires au transfert de connaissances sont à la charge du titulaire ; elles n'occasionnent aucun coût pour l'ANRS MIE.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier d'exécution du marché et la date de référence servant au calcul des pénalités.

14 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Toutes les productions dans le cadre du présent marché sont la propriété de l'ANRS MIE. Ces productions sont considérées comme des créations. Le titulaire ne peut sans un accord

préalable écrit, reproduire, diffuser, ou donner l'autorisation de reproduire et de diffuser les productions qu'il rédige pour l'ANRS MIE.

Le titulaire cède à titre exclusif à l'ANRS MIE, qui accepte, les droits de reproduction et de représentation afférents aux créations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent marché et qui relèvent des œuvres faisant l'objet d'une protection au titre du droit d'auteur tel que régi par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle. S'il n'est pas titulaire de ces droits, le titulaire met en œuvre leur cession à son bénéfice.

Les droits de reproduction et de représentation cédés peuvent être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes, supports et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs.

La présente cession est consentie pour la durée légale de la propriété littéraire et artistique d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales actuelles et futures.

Le titulaire garantit à l'ANRS MIE la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications, réclamations et évictions quelconques.

Il déclare notamment que ses créations sont entièrement originales et ne contiennent aucun emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'ANRS MIE, ni ne comportent aucune assertion, reproduction ou citation susceptible d'engager la responsabilité de l'ANRS MIE vis-à-vis de tiers.

Le titulaire cède également à l'ANRS MIE, à titre exclusif et pour la durée légale attachée à la protection des œuvres de l'esprit, le droit de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter les créations visées ci-dessus en tous pays et en toutes langues ainsi qu'il suit :

14.1 AU TITRE DU DROIT DE REPRODUCTION ET D'ADAPTATION GRAPHIQUE

- Le droit de reproduire tout ou partie des créations sur tout support graphique actuel ou futur, web compris, et notamment par voie de presse, de photocopie, de micro-reproduction ou de livre (notamment dans les publications suivantes de l'Institut : magazine, rapport d'activité, affiches, brochures, panneaux de stand, posters, plaquette institutionnelle...), tous supports web compris.
- Le droit d'adapter tout ou partie des créations, sous forme modifiée, condensée ou étendue par l'intégration d'éléments nouveaux et de reproduire ces adaptations sur tout support graphique actuel ou futur.
- Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les droits dus à l'occasion de la reprographie privée ou non, de tout ou partie des créations et de leurs adaptations ou traductions.

14.2 AU TITRE DU DROIT DE TRADUCTION

- Le droit de traduire en toutes langues tout ou partie des créations et leurs adaptations et de reproduire ces traductions sur tout support actuel ou futur.

14.3 AU TITRE DU DROIT DE REPRODUCTION, D'ADAPTATION ET DE TRADUCTION AUTRES QUE GRAPHIQUES

- Le droit de reproduire tout ou partie des créations sur tout support physique d'enregistrement actuel ou futur et notamment la diapositive, le microfilm, la bande magnétique, le disque, la disquette, le cédérom, le CD-I, la carte à mémoire, la clé USB.

- Le droit d'adapter et de traduire tout ou partie des créations en toutes langues pour toute exploitation autre que graphique, et notamment exploitation sonore, visuelle, radiophonique ou électronique, de reproduire ces adaptations et traductions sur tout support d'enregistrement actuel ou futur.

14.4 AU TITRE DU DROIT DE REPRESENTATION

Le droit de représenter tout ou partie des créations et leurs adaptations et traductions, par tout procédé actuel ou futur de communication au public et notamment par lecture publique, télédiffusion, télématique et diffusion par réseau Internet, notamment sur les comptes que possède l'ANRS MIE sur les réseaux sociaux.

14.5 INCIDENCES DES CESSIONS CONSENTIES

Il est expressément convenu que l'ANRS MIE est habilité à accorder à des tiers, au besoin par voie de cession, toutes les autorisations qu'il juge nécessaires pour l'exploitation des droits qui lui sont cédés par le titulaire.

La cessation du présent marché est sans incidence sur la validité des cessions et des autorisations consenties éventuellement et antérieurement par l'ANRS MIE à des tiers qui continuent à produire tous leurs effets à l'égard des parties.

Le caractère forfaitaire de cette rémunération de la cession de droits d'auteur est expressément accepté par le titulaire par application des dispositions de l'article L.131-4 du Code de la propriété intellectuelle.

Le titulaire conserve tous les documents réalisés dans le cadre du présent marché sous forme de fichiers ou de films pour une durée d'au moins deux ans. Les documents ne peuvent être détruits sans un accord préalable et écrit de l'ANRS MIE.

15 SOUS-TRAITANT

15.1 PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

15.2 MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

16 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'Inserm et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'ANRS MIE les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ANRS MIE, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, l'effacement ou la destruction.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms, fonctions, coordonnées professionnelles.

Les catégories de personnes concernées sont les personnels de l'Inserm et de l'ANRS MIE et de ses partenaires intervenants dans les unités mixtes de recherche.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'ANRS MIE (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ANRS MIE figurant dans les documents particuliers du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ANRS MIE et le Service achat de l'Inserm ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ANRS MIE et le Service achat de l'Inserm de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

En application du 2 de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, l'Inserm doit donner au titulaire son autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, au recrutement d'un sous-traitant (au sens commande publique)

lorsque ce dernier est chargé de traitements de données à caractère personnel. En cas d'autorisation générale, le titulaire doit informer l'ANRS MIE et le Service achat de l'Inserm de tout ajout ou remplacement de sous-traitants afin que celui-ci ait la possibilité d'émettre des objections à l'encontre des sous-traitants présentés.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'ANRS MIE, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance au Service achat de l'Inserm, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au **titulaire** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'ANRS MIE avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'Inserm et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD) :

Le titulaire notifie à l'ANRS MIE toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 5 heures après en avoir pris connaissance aux adresses électroniques suivantes : dpo@inserm.fr ; referent.dpo@anrs.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ANRS MIE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'ANRS MIE, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'ANRS MIE, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 12 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'Inserm propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'ANRS MIE, le titulaire communique, au nom et pour le compte de celle-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'Inserm propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ANRS MIE de ses obligations

Le titulaire aide l'ANRS MIE :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'ANRS MIE, le titulaire doit renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'ANRS MIE ou au tiers désigné par celle-ci.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, et le cas échéant, du ou de ses sous-traitants. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit auprès de l'ANRS MIE de cette destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'ANRS MIE et au Service achat de l'Inserm dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'ANRS MIE comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'ANRS MIE, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ANRS MIE ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'ANRS MIE la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ANRS MIE ou un auditeur mandaté par elle, et contribuer à ces audits

Obligations de l'ANRS MIE vis-à-vis du titulaire

L'ANRS MIE s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

17 RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir sa responsabilité civile en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'ANRS MIE ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'ANRS MIE dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'ANRS MIE en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'ANRS MIE ou du Service achat de l'Inserm une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

18 RESILIATION

L'ANRS MIE peut mettre fin à l'accord-cadre conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

18.1 RESILIATION POUR FAUTE

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, une mise en demeure doit avoir été préalablement notifiée au titulaire par l'ANRS MIE. Celle-ci expose les dysfonctionnements, la sanction envisagée, et invite le titulaire à présenter ses observations et actions, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification.

L'absence de réponse du titulaire dans ces délais, ou une argumentation insuffisante, pourra entraîner la résiliation pour faute du marché. L'absence du prononcé de la sanction par l'ANRS MIE dans un délai de quinze (15) jours après réception de la réponse, vaut acceptation tacite de la réponse du titulaire.

18.2 RESILIATION POUR DEFAUT DE REPONSES AUX SOLLICITATIONS

En cas de trois (3) non-réponses ou réponses défavorables consécutives aux sollicitations de l'ANRS-MIE, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à l'égard du titulaire.

En cas d'exécution défailante et répétée des prestations, se traduisant par leur qualité insuffisante, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché à l'égard du titulaire.

Il en informe le titulaire afin que ce dernier présente ses observations dans un délai de cinq (5) jours ouvrés. En cas d'argumentation insuffisante, il confirme sa décision de résiliation à l'égard du titulaire.

Cette résiliation n'ouvre pas de droit à indemnisation.

19 DIFFERENDS – LITIGES

Le représentant de l'ANRS MIE se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de l'ANRS MIE : tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04.

Seul le droit français est applicable.

20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
4	4.1
7.2	5.1.1
9.1	10.1.3
12.1	14.1.1
12.3	14.1.2
18	38 et 42
18.1	41.2

FIN DU DOCUMENT